

Ce fichier a été téléchargé le mardi 28 mars 2023 sur [Criminocorpus](https://criminocorpus.org), Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines.  
13 novembre 2012

- [Citer cette page](#)

#### **Pour citer cette page**

Jean-Claude Farcy, Alain Wijffels. Code civil en ligne (1804-2004), *Musée Criminocorpus* publié le 13 novembre 2012, consulté le 28 mars 2023.

Permalien : <https://criminocorpus.org/fr/ref/25/16919/>

# Code civil

## Section II – Des droits du conjoint survivant et de l'État

### Extrait

#### Article 770

##### Version du 3 septembre 1807

**Texte source :** *Code Napoléon, seconde édition officielle du Code civil.*

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur impérial.

---

##### Version du 30 août 1816

**Texte source :** *Ordonnance contenant la 3e édition officielle du Code civil.*

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur [du Roi](#). ~~impérial.~~

---

##### Version du 4 novembre 1848

**Texte source :** *Constitution du 4 novembre 1848.*

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur [de la République](#). ~~du Roi.~~

---

##### Version du 2 décembre 1852

**Texte source :** *Décret du 2 décembre 1852, qui promulgue et déclare Loi de l'État le Sénatus-Consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le Plébiscite des 21 et 22 novembre.*

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur [impérial](#). ~~de la République.~~

---

##### Version du 31 août 1871

**Texte source :** *Loi portant que le Chef du pouvoir exécutif prendra le titre de Président de la République.*

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur [de la République](#). ~~impérial.~~

---

##### Version du 11 juillet 1940

**Texte source :** *Acte constitutionnel n° 1.*

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur de la République.

---

### Version du 9 août 1944

**Texte source : Ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental.**

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur de la République.

---

### Version du 24 octobre 1958

**Texte source : Ordonnance n° 58-1007 du 24 octobre 1958 relative à la procédure d'envoi en possession des successions en déshérence et à la vente des biens dépendant d'une succession vacante.**

Ils doivent demander l'envoi en possession au tribunal de première instance dans le [ressort](#) duquel la succession est ouverte. Le tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le procureur de la République.

L'administration des domaines est dispensée de recourir au ministère d'un avoué et le tribunal statue trois mois et quarante jours après une seule publication et affiche dans les formes usitées.

Lorsque la vacance ayant été régulièrement déclarée, cette administration a été nommée curateur, elle peut, avant de former sa demande, procéder par elle-même aux formalités de publicité prévus à l'alinéa précédent.

Dans tous les cas, il sera justifié de l'affichage par un exemplaire du placard signé du directeur des domaines et revêtu d'un certificat du maire du lieu d'ouverture de la succession.